

VILLES PROGRESSISTES VS ÉTATS CONSERVATEURS



| Des mots écrits par des réfugiés et des volontaires sur les murs de Lesbos, une île grecque abritant un centre de réfugiés

POURQUOI L'UE NE PEUT IGNORER LES VILLES ET LES RÉGIONS ?

par Karl-Heinz Lambertz

L'Europe doit faire face à de grands défis et les villes et régions sont bien souvent en première ligne. Prenez l'exemple de la crise des migrants : sur le terrain ce sont d'abord les villes et régions qui ont dû s'organiser. À Catane, à Athènes, sur les îles grecques aussi, et dans bien d'autres lieux et pays, des responsables locaux et régionaux ont organisé l'accueil de milliers de migrants dans des conditions très difficiles. À travers ces exemples, Karl-Heinz Lambertz souligne l'importance de maintenir une politique de cohésion au sein de l'Union.



Je suis convaincu de la nécessité d'envisager et de refonder l'Europe depuis le terrain.

Les acteurs locaux et régionaux sont parmi les mieux placés pour évaluer la valeur ajoutée de l'Union pour les citoyens et pour relayer leurs attentes. C'est une expertise et une force de proposition et d'action dont on ne peut pas se passer pour envisager le futur de notre Union.

Tout comme le niveau européen influence le niveau local et régional, il faut que le niveau local et régional puisse véritablement influencer le niveau européen. Les villes et régions doivent être pleinement associées à l'élaboration des politiques européennes et être reconnues comme des acteurs européens à part entière.

Il faut travailler ensemble, à tous les niveaux, et voir à quel niveau il est préférable, dans l'intérêt des citoyens, de prendre les décisions et de les appliquer. C'est le principe connu sous le terme technique de 'subsidiarité' et dont le Comité des Régions est le gardien au niveau européen. Cependant, ceux qui veulent détourner ce principe pour déposséder l'Union de ses compétences au profit des Etats membres se trompent. Pour moi, il s'agit de rendre l'Europe plus proche des citoyens, pas de l'affaiblir. Cela passe notamment par le renforcement du rôle des

POUR MOI, IL S'AGIT DE RENDRE L'EUROPE PLUS PROCHE DES CITOYENS, PAS DE L'AFFAIBLIR.



villes et régions dans l'intérêt de l'Union.

Mixité des villes, reflet de l'identité et du projet européen

Les écarts économiques et sociaux entre Européens restent très importants. Si la sécurité physique est fondamentale pour le bien-être des Européens comme nous l'ont rappelé les tragédies qui se sont déroulées dans plusieurs villes européennes ces dernières années, la sécurité doit aussi être environnementale et sociale.

Plus d'un citoyen européen sur cinq vit dans un ménage en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale. Les espaces urbains, et notamment

métropolitains, sont les espaces les plus dynamiques économiquement mais aussi ceux où se concentrent les plus grandes inégalités. Les villes européennes ont été plus fortement frappées par la crise que les zones rurales notamment au niveau du chômage.

Ces chiffres ne doivent cependant pas faire oublier les difficultés des habitants des zones rurales où l'accès aux services publics reste souvent déficient. C'est pourquoi le Comité européen des Régions défend des modèles équilibrés de coopération entre les zones urbaines et les zones rurales. La politique de cohésion, en lien avec le pilier "développement rural" de la Politique Agricole Commune est un instrument qui a fait ses preuves pour favoriser un tel rapprochement et dont il faudrait renforcer l'impact sur les zones rurales.

Menace sur la politique de cohésion

Les négociations budgétaires ne sont jamais simples mais il faut que les Etats membres s'accordent sur un budget européen pour les citoyens. Les Européennes et les Européens ont besoin d'un budget qui les protège des conséquences négatives de la mondialisation, qui favorise l'inclusion sociale et territoriale, mais leur permette aussi de faire face aux nouveaux défis comme les migrations, le changement climatique, la digitalisation de l'économie ou encore la sécurité.

La politique de cohésion constitue une contribution solidaire essentielle au renforcement de l'Union Européenne. Avec la gestion partagée entre l'Europe, les Etats, les régions et les villes, elle est la politique la mieux indiquée pour répondre concrètement à ces préoccupations et à ces nouveaux défis. C'est une politique d'avenir qui fonctionne bien.

Au terme de la période budgétaire 2014-2020, cette politique aura aidé au total 7,4 millions de chômeurs à trouver un emploi, permis à 8,9 millions d'Européens d'obtenir une qualification, facilité l'accès à l'eau potable et à internet à des millions de foyers, soutenu 1,1 millions de petites et moyennes

entreprises, financé des projets de recherche, amélioré des milliers de kilomètres de routes et de voies ferrées, et accompli tant d'autres choses.

Il serait incompréhensible et dangereux de renoncer à une politique qui soutient si efficacement les Européennes et les Européens. Comment pourrait-on prétendre bâtir une Union sans garantir la cohésion sociale, économique et territoriale ?

C'est pourquoi les membres du Comité des Régions demandent que la politique de cohésion concerne toutes les régions et continue de représenter au moins un tiers du futur budget européen.

Villes laboratoire du changement

D'un point de vue économique, les villes concentrent les plus grandes ressources en recherche et en innovation et sont les plus compétitives. Presque toutes les capitales nationales sont les villes les plus développées de leur pays.

Les villes sont également plus efficaces en termes d'énergie et offrent la possibilité de mettre sur pied des modes de vie à bas-carbone. Cependant, d'un point de vue social, même si l'amélioration des transports peut réduire les embouteillages,

#Eurocities
Cette politique de cohésion aura aidé 7,4 millions de chômeurs à trouver un emploi

@Karl-HeinzLambertz



rendre les entreprises plus productives et connecter les quartiers en difficulté; même si les universités et centres de formation peuvent aider à l'intégration des migrants et des réfugiés, promouvoir l'innovation et procurer les compétences manquant au marché du travail, les villes restent des espaces inégalitaires.

Et c'est cette situation qui impose aux acteurs locaux de trouver de nouvelles solutions pour faire face. Il y a des villes emblématiques, on cite souvent Paris, mais partout dans mes déplacements, je vois chez les acteurs des communes, villes et régions la même volonté de trouver de nouvelles solutions, pragmatiques et innovantes.

Pour être des forces de changements, nos collectivités locales doivent travailler ensemble à l'échelle européenne, échanger leur idées, unir leur forces et leurs talents. C'est le but du Comité des régions.



> AUTEUR

Karl-Heinz Lambertz est président du Comité européen des régions (CdR) depuis juillet 2017, après en avoir exercé les fonctions de vice-président durant un mandat de deux ans et demi. Il est également membre du Sénat belge, en tant que représentant de la Communauté germanophone.